

LE DROIT DEFINIT DES LIBERTES ECONOMIQUES POUR L'ENTREPRISE...

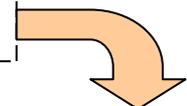
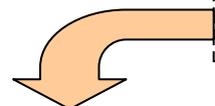
Les **libertés économiques** sont reconnues et protégées par la **Constitution** en tant que libertés publiques (Droits fondamentaux de la personne humaine, reconnus et protégés).

libertés reconnues au niveau national	libertés reconnues au niveau communautaire	Des libertés reconnues au niveau international
<p>Liberté du commerce et de l'industrie (appelée aussi liberté d'entreprendre). Tout individu peut exercer librement et sans contrainte le métier de son choix. (1791 décret d'Allarde)</p>	<p>Principe de la libre circulation des biens, services, hommes et capitaux Il n'y a plus de barrières douanières sur les importations et exportations de biens et services au sein de l'Union Européenne</p>	<p>Au niveau international, les accords du GATT puis de l'OMC ont eu pour effet de favoriser le libre échange en supprimant les barrières tarifaires et non tarifaires.</p>
<p>Liberté de concurrence : l'Etat ne doit pas, au travers de ses interventions fausser le jeu de la libre concurrence</p>	<p>Principe de la liberté d'établissement désigne l'installation matérielle stable et permanente d'une personne physique ou morale dans un autre Etat membre afin d'y exercer une activité économique non-salariée.</p>	
<p>Liberté contractuelle</p>	<p>Principe de la liberté de prestation de services Il permet à un opérateur économique fournissant ses services dans un Etat membre d'offrir ses services de manière temporaire dans un autre Etat membre, sans devoir y être établi.</p>	
<p>Droit de propriété : les individus sont alors propriétaires des moyens de production de leur entreprise.</p>		

C'est sur ces 4 principes que repose le **système capitaliste libéral**

...MAIS CES LIBERTES SONT CONTRAINTES OU LIMITEES PAR L'ORDRE PUBLIC

L'ordre public est l'ensemble des règles de droit impératives auxquelles les personnes doivent se soumettre.



L'ordre public de direction a pour objectif d'orienter l'activité économique au nom de l'intérêt général
Exemples : droit de l'environnement, règles du droit de la concurrence

L'ordre public de protection vise à protéger les intérêts des plus faibles.
Exemples : **protection du salarié** qui est en position de faiblesse face à son employeur, **protection du consommateur** par rapport au vendeur

- Quel est le principe fondamental sur lequel repose l'activité des entreprises en France. En quoi consiste-t-il ?
- Sur quelles libertés repose le système capitaliste libéral ?
- Les libertés économiques reconnues au niveau national le sont-elles au niveau communautaire et international ? De quelle façon ?
- Pourquoi a-t-il été nécessaire de limiter les libertés économiques de l'entrepreneur ?
- Définir la notion d'ordre public
- Distinguer ordre public de direction et ordre public de protection.
- Proposer des exemples de disposition d'ordre public de direction.
- Proposer des exemples de disposition d'ordre public de protection.

Corinne ZAMBOTTO (c)
Ne pas reproduire sans autorisation